

ACTUALITÉ

Page 2

■ En bref

Page 4

■ La semaine fiscale

Frédérique Perrotin

Fiscalité de l'audiovisuel

DOCTRINE

Page 7

■ Assurances

Esther Bendelac

Quelles sanctions pourront être prononcées à l'encontre des compagnies d'assurance refusant d'élaborer un document d'information normalisé sur le produit d'assurance (dit IPID) ?

JURISPRUDENCE

Page 11

■ Urbanisme / Construction

Brice Crottet

De nouvelles précisions sur l'appréciation du caractère suffisamment certain des aménagements routiers nécessaires à un projet d'ensemble commercial (CE, 12 sept. 2018)

CULTURE

Page 15

■ Ventes publiques

Bertrand Galimard Flavigny

Fujita et l'anniversaire

ACTUALITÉ

La semaine fiscale

Fiscalité de l'audiovisuel ^{139j3}

Frédérique PERROTIN

Focus sur les dépenses fiscales au soutien du secteur de l'audiovisuel.

Un rapport parlementaire fait le point sur le dispositif de soutien fiscal au cinéma (AN, rapport d'information, n° 1172, présenté par Joël Giraud et Cendra Motin, juill. 2018). Précisons que les crédits d'impôts en faveur du cinéma et de l'audiovisuel ne représentent qu'une part limitée des soutiens publics au secteur. Les soutiens publics en faveur du cinéma et de l'audiovisuel sont actuellement de quatre ordres. Ils comprennent les dépenses fiscales dont bénéficient les entreprises de production, auxquelles il faut ajouter la dépense fiscale dite « SOFICA » qui bénéficie non pas à l'entreprise de production mais aux personnes investissant au capital des sociétés de financement du cinéma, les aides directes qui regroupent par ailleurs les aides versées par le CNC mais aussi par les collectivités territoriales, les dotations du CNC qui permettent de financer un fonds de garantie géré par l'Institut de financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC) et une part importante des investissements dans le cinéma et l'audiovisuel qui résulte des obligations pesant à la fois sur les chaînes privées et les chaînes publiques. Au total, une part importante des investissements

dans le cinéma provient directement de la puissance publique ou bénéficie indirectement de son soutien. « En orientant un investissement annuel de plusieurs centaines de millions d'euros dans la production cinématographique, le mécanisme des aides publiques et des financements encadrés permet de maintenir un important volume de production nationale. En sécurisant les investissements dans la production, il garantit également la relative autonomie des producteurs indépendants vis-à-vis des diffuseurs et des groupes cinématographiques intégrés », soulignent les rapporteurs.

■ Une inflation de textes législatifs

Depuis 2004, date de la création du premier crédit d'impôt dit « cinéma », les dépenses fiscales affectées au soutien du secteur audiovisuel ont fait l'objet de 35 articles différents, soit en moyenne 2,5 articles par an. Sur ces 35 articles, 31 résultent de l'adoption d'amendements. 15 % de ces amendements sont d'origine gouvernementale. Une écrasante majorité d'entre eux ont été adoptés sans évaluation préalable.

KIOSQUE
Lextenso

Votre revue OFFERTE
sur tous vos écrans

Suite en p. 4

Édition quotidienne des Journaux Judiciaires Associés

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces@petites-affiches.com
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

 Gazette du Palais

annonceslegales@gazette-du-palais.com
12, place Dauphine - 75001 Paris
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le
Quotidien
Juridique

annonces@le-quotidien-juridique.com
12, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

La Loi
ARCHIVES COMMERCIALES DE LA FRANCE

loiannonce@lalo.com
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris
Tél. : 01 42 34 52 34